

# Centre de Transfert de Technologies Céramiques (CTTC)

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

**PKF Arsilon Commissariat aux Comptes**  
Société de commissariat aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

### Centre de Transfert de Technologies Céramiques

Parc d'Ester  
7 rue Soyouz  
87068 Limoges Cedex

Aux Membres,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES CERAMIQUES (CTTC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANCn°2022-06 exposées dans la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 2 juin 2026

Le Commissaire aux comptes  
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Gilles NOYER - Associé



**ACTIF DU BILAN**

Adresse : Parc d'Ester  
Code APE : 7112B  
N° SIRET : 33156592900055

LIMOGES Cedex  
Durée exercice en mois : 12  
Durée exercice précédent en mois : 12

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort. prov	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
Frais établissement				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais de développement	335 388	335 388	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	134 650	133 106	1 544	0
Immobilisation Incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisation Corporelles</b>				
Terrains	281 657	137 558	144 099	145 566
Constructions	1 649 760	1 438 676	211 084	233 538
Installation technique, matériel et outillage industriels	6 007 772	4 859 390	1 148 382	932 564
Autres immobilisations corporelles	156 423	147 037	9 386	16 491
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	174 000		174 000	185 645
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations				
Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilis. financières	200		200	200
<b>TOTAL I</b>	<b>8 739 851</b>	<b>7 051 154</b>	<b>1 688 696</b>	<b>1 514 003</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	143 571	106 496	37 075	28 410
Créances				
Clients et comptes rattachés	574 109	558	573 551	396 076
Autres créances	812 244	0	812 244	848 266
Charges constatées d'avance	29 260		29 260	27 697
Valeurs mobilières placement	450 238		450 238	487 238
Disponibilités	101 880		101 880	415
<b>TOTAL II</b>	<b>2 111 302</b>	<b>107 054</b>	<b>2 004 248</b>	<b>1 788 102</b>
			0	0
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif				
<b>TOTAL GENERAL (I et II)</b>	<b>10 851 152</b>	<b>7 158 208</b>	<b>3 692 944</b>	<b>3 302 105</b>



**PASSIF DU BILAN**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	80 000	80 000
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	50 000	50 000
Autres		
Report à nouveau	984 363	1 040 956
EXCEDENT OU DEFICIT de l'exercice	6 189	(56 593)
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 120 552</b>	<b>1 114 363</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	943 986	746 753
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>2 064 538</b>	<b>1 861 117</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	22 600	56 339
Provisions pour charges		
<b>TOTAL II</b>	<b>22 600</b>	<b>56 339</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés	465 495	287 867
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	233 453	241 103
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	736 338	734 916
Dettes fiscales et sociales	90 528	1 834
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	442	442
Autres dettes	79 550	118 487
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL III</b>	<b>1 605 806</b>	<b>1 384 649</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>3 692 944</b>	<b>3 302 105</b>

Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an dont concours bancaires courants, soldes crédit. banq. CCP	1 430 887 0	1 216 189 0
---	----------------	----------------





**COMPTE DE RESULTAT (en liste)**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportat.	Total	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations	14 949		14 949	15 520
Ventes de biens et de services				
Ventes de biens				
Ventes de prestations de service	1 353 106	22 492	1 375 597	1 212 629
<b>TOTAL</b>	<b>1 368 054</b>	<b>22 492</b>	<b>1 390 546</b>	<b>1 228 148</b>
Produits de tiers financeurs				
Concours Publics et Subventions d'exploitation			924 028	736 836
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			134 680	128 069
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			14 000	
Autres produits			34 782	175 425
<b>TOTAL I</b>			<b>2 498 035</b>	<b>2 268 478</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises			137 650	96 230
Variation de stock			(14 220)	4 186
Autres achats et charges externes			835 672	692 201
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés			51 365	59 237
Salaires			893 250	900 056
Cotisations sociales			336 076	330 444
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			302 877	315 612
Dotations aux provisions			106 496	124 098
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			0	0
Autres charges			1 029	5 134
<b>TOTAL II</b>			<b>2 650 196</b>	<b>2 527 197</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>(152 161)</b>	<b>(258 719)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			605	9 591
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change			0	0
Pdts nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Produits des immobilisations financières cédées				
<b>TOTAL III</b>			<b>605</b>	<b>9 591</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			4 394	8 055
Intérêts et charges assimilées			632	263
Différences négatives de change				
Charges nettes/cessions valeurs mobilières placements				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
<b>TOTAL IV</b>			<b>5 026</b>	<b>8 318</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>			<b>(4 421)</b>	<b>1 272</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>			<b>(156 582)</b>	<b>(257 447)</b>



**COMPTE DE RESULTAT (suite)**

	Exercice	Exer. préc.
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion, sur opérations en capital, reprises sur provisions, dépréciations	0	25 839
<b>TOTAL V</b>	<b>0</b>	<b>25 839</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion, sur opération en capital, Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	5 835
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>5 835</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>0</b>	<b>20 004</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	(162 771)	(180 850)
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>2 498 640</b>	<b>2 303 908</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 492 450</b>	<b>2 360 501</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>6 189</b>	<b>(56 593)</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	6 187	6 021
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>6 187</b>	<b>6 021</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise a disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	6 187	6 021
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>6 187</b>	<b>6 021</b>





### **Objet social du CTTC**

L'Association a pour objet statutaire *"toutes actions de nature à créer, favoriser, aider, promouvoir, développer les entreprises céramiques ou éventuellement utilisatrices grâce à un transfert de technologie."*

### **Nature et périmètre des activités ou missions**

Conformément à ses statuts, l'Association entreprend, sans que la liste en soit limitative, les actions suivantes :

- \* la recherche appliquée (études de faisabilité...), notamment en vue de la mise au point de savoir-faire, de brevets, et éventuellement le dépôt de ceux-ci,
- \* l'information spécialisée en liaison avec les organismes régionaux et nationaux ;
- \* des actions de formation continue ;
- \* la vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation.

### **Moyens mis en œuvre**

Pour la réalisation de ses missions, le CTTC dispose d'un bâtiment de 2000m<sup>2</sup> dont il est propriétaire, et regroupant plus de 90 équipements technologiques pour la réalisation de prestations R&D et d'analyses des matériaux. Ces moyens sont formalisés sous la forme de :

- \* Une plateforme technologique pour les procédés de fabrication des céramiques techniques avancées (plateforme CERATECH by CTTC)
- \* Une plateforme dédiée à la fabrication additive des céramiques et multi-matériaux : ALTERINOV by CTTC (7 technologies, 12 imprimantes)
- \* Un laboratoire de caractérisation des céramiques (EXALYSES by CTTC)
- \* Un FabLab sur 80m<sup>2</sup> (EASYCERAM by CTTC)

Les ressources humaines du CTTC sont composées de salarié.e.s, représentant 22,34 Equivalents Temps Plein (ETP) dont 90% de personnel technique (Docteur.e.s, Ingénieur.e.s et Technicien.ne.s)

Le CTTC est labellisé Centre de Ressources Technologiques par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace, depuis 1997. Le Centre est également certifié ISO 9001 pour les prestations facturées qu'il réalise pour le compte de ses clients. Enfin, il dispose désormais de la certification QUALIOP pour la réalisation de ses activités de Formation Continue.

Les membres de l'Association versent une cotisation à celle-ci.  
Ces cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

L'association est fiscalisée et bénéficie pour l'année 2025 d'un Crédit d'Impôt recherche de 141 785 €, d'un Crédit d'Impôt COLlaboratif de recherche de 17 189 € et d'un Crédit d'Impôt Innovation de 3 797 €.



**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE****EVENEMENTS SIGNIFICATIFS A LA CLOTURE**

1 - Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité des activités classiques du CTTC. L'année 2025 a vu une augmentation significative du volume d'activités, se traduisant par une augmentation du Chiffre d'Affaires des études, au delà des objectifs établis en début d'année (+24,5%). Le nombre de commandes est similaire à l'année précédente mais le montant moyen de commandes a augmenté. Par ailleurs, les activités collaboratives se portent très bien, avec trois nouveaux projets obtenus, chacun avec un budget pluriannuel autour de 400k€.

Parmi les évènements marquants pour la structure, on notera la poursuite de la qualification d'une ligne pilote de fabrication de pièces céramiques pour l'allumage aéronautique pour le compte de la société AEVA - projet phare pour le CTTC - et la signature de plusieurs contrats d'envergure (aux alentours de 100k€ chacun). Ces projets traitent de réindustrialisation et de souveraineté industrielle ou bien encore de sujets liés au secteur de la Défense, les deux pouvant être concomitants. Le centre a également fait l'acquisition de plusieurs équipements conséquents (imprimante 3D, microscope électronique, thermobalance) pour maintenir à l'état de l'art son parc machines. Enfin, un diagnostic de cybersécurité a été réalisé afin de monter en maturité sur la sécurisation de nos activités.

Les subventions ont été à nouveau un sujet important de l'année. Les travaux de ressourcement du CTTC sont financés d'une part par la Région Nouvelle-Aquitaine et d'autre part par des fonds FEDER. En outre, trois projets collaboratifs ont été obtenus (deux projets du ministère des armées et un projet européen). Les efforts les plus importants ont été placés sur le montage de projets européens - un axe stratégique pour le centre - et commencent donc à payer.

Notons enfin que le plan de sobriété énergétique et d'amélioration des performances des installations se poursuit. En novembre une ombrière photovoltaïque a été mise en service et couvrira 30% de nos besoins en électricité. En complément, le Bilan Carbone du CTTC a été calculé et constituera le point de départ à un plan d'actions objectif pour réduire l'impact Carbone du centre.

2 - Le solde des sommes correspondant aux contrats de recherche de l'Université de Limoges s'élève à 34 522,16 €.

**3 - Engagements en matière de retraites.**

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 169 727,26 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Méthode de calcul : Prorata des droits au terme
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié
- Convention collective : Personnel des bureaux d'études techniques



- Table de mortalité : Insee 2019

En ce qui concerne les paramétrages des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)	
60 – 64 ans : Cadre	60 – 64 ans : Non cadre
- Progression de salaires	
1 % constant : Cadre	1 % constant : Non cadre
- Taux de rotation	
Turn over faible : Cadre	Turn over faible : Non cadre
- Taux de charges sociales patronales	
40 % pour la catégorie : Cadres	40 % pour la catégorie : Non cadre

**4 -** L'association a décidé de mettre en place un **Compte Epargne Temps** en 2018.  
Le temps épargné au 31/12/2025 est de 121,5 jours, pour un montant de 20 780,28 €

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### **a. Principes, règles et méthodes comptables**

#### **a.1 Cadre de référence**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023.

Le règlement ANC n° 2023-03 a été pris en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ces dispositions sont applicables aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

#### **a.2 Changement de réglementation comptable (ANC 2022-06 et ANC 2023-03)**

La première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article L123-17 du code de commerce.

Le règlement ANC n° 2022-06 a modernisé la présentation des états financiers du Plan comptable général. Le règlement ANC n° 2023-03 a adapté, en coordination avec cette réforme, plusieurs règlements sectoriels de l'ANC, dont le règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.

S'agissant d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG, il n'a pas à être justifié. Les modalités de mise en œuvre, notamment celles relatives à la première application, figurent à l'article 27 dudit règlement, qui précise que :

- Les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.
- Lors du premier exercice d'application, les entités présentent le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le premier règlement.
- Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon ces modèles, le cas échéant, en procédant à des reclassements.



- Ce Changement de réglementation se traduit par :
- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
  - La suppression de la technique de transfert de charges,
  - La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature,
  - De nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'association a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice enregistrée sur l'exercice précédent en « autres produits d'exploitation » (compte 758100) pour 140 425 euros a été enregistrée en concours publics et subventions d'exploitation (compte 747000) pour 171 159 euros.

Un montant de 3 510 euros qui aurait été comptabilisé en « transferts de charges » lors de l'exercice précédent a été enregistré en 2025 au crédit du compte de charge 649.

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement . Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

\* Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes " Produits exceptionnels" et "Charges exceptionnelles"

\* Reclassement entre les lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :

- Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;

- Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne " Charges constatées d'avance" est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des "Créances".

\* Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges en application de la disposition spécifique prévue par le règlement sur ce sujet. Ainsi, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 seront présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste " Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions", rattaché au résultat d'exploitation.

Le comparatif étant modifié en raison des seuls reclassements de présentation nécessaires pour l'adapter aux nouveaux modèles, le bilan et le résultat 2024 tels qu'arrêtés et publiés sont présentés séparément en fin d'annexe.

### **a.3 Règles et méthodes comptables**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des modifications
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation applicables. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont mentionnées dans l'annexe les informations présentant un caractère significatif au regard de l'activité, de la situation financière et du résultat de l'entité.



## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production).

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Brevets	10 ans
- Logiciels	1 à 3 ans
- Agencements et aménagements divers	15 à 30 ans
- Matériels et outillages industriels	3 à 20 ans
- Matériels de bureau et informatiques	3 à 7 ans
- Mobilier	4 à 7 ans
- Aménagement terrain	15 à 20 ans
- Construction	15 à 30 ans

## FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche appliqués et de développement liés au programme prototypage rapide par laser UV appliqué aux céramiques ont été portés à l'actif du bilan.

Les frais étaient constitués des matériaux consommés, des salaires et coûts de personnel engagés et de frais généraux (notamment amortissement des biens immobilisés utilisés) et leur montant résultait du calcul des coûts de ces frais tel qu'il ressortait de la comptabilité analytique de l'entreprise.

Par dérogation et conformément à une décision du Conseil d'Administration du 24/04/2002 l'amortissement était calculé suivant le mode linéaire à compter du 01/01/2001 sur une période de 7 ans afin de tenir compte de la durée d'utilisation des résultats issus des recherches réalisées et des produits futurs correspondants.

Ces frais sont totalement amortis depuis plusieurs exercices.

## PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.





**STOCKS**

Le montant du stock au 31/12/2025 est de 143 570,69 € déprécié à hauteur de 106 495,82 €.

Le stock de matières premières est valorisé au coût d'achat, et déprécié à 100 % pour les matières de plus de 2 ans quand aucun mouvement n'a été enregistré sur l'année.

**Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes 2025**

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes	
Honoraires afférents à la certification des comptes	8 625,84
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	6 000,00
Total	<b>14 625,84</b>

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants n'est pas mentionné pour des raisons de confidentialité.



## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS - CADRE GENERAL

Situations et mouvements  Rubriques	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement	335 388			335 388
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	132 950	1 700		134 650
Immobilisation Incorporelles en cours, avances et acomptes	0			0
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	137 400			137 400
Agencement Aménagement Terrain	144 257			144 257
Constructions sur sol propre	1 192 372	6 998	2 543	1 196 827
Installations agencements des constructions	452 933			452 933
Installations techniques matér. outil. indust	5 663 234	477 744	133 206	6 007 772
Autres installations agencmts aménagement	29 376			29 376
Matériel de bureau, informatique, mobilier	128 877	4 200	6 030	127 047
Immobilisations corporelles en cours	185 645	174 000	185 645	174 000
<b>Immobilisations Financières</b>				
Autres immobilisations financières	200			200
<b>Total</b>	<b>8 402 631</b>	<b>664 642</b>	<b>327 424</b>	<b>8 739 849</b>



**1 - DEVELOPPEMENT DE LA COLONNE "AUGMENTATIONS" DU TABLEAU  
PRESENTE A L'ARTICLE 832-1**

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Augmentations de l'exercice	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		1 700		
	Constructions sur sol propre		6 998		
	Installations techniques				
	matér.outil.indust	185 645	292 099		
	Matériel de bureau, informatique, mobilier		4 200		
	Immobilisations corporelles en cours		174 000		
	<b>TOTAL</b>	<b>185 645</b>	<b>478 997</b>		

**2 - DEVELOPPEMENT DE LA COLONNE "DIMINUTIONS" DU TABLEAU  
PRESENTE A L'ARTICLE 832-1**

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
Augmentations de l'exercice	Constructions sur sol propre				2 543
	Installations techniques				
	matér.outil.indust		125 250		7 956
	Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 030		
	Immobilisations corporelles en cours	185 645			
	<b>TOTAL</b>	<b>185 645</b>	<b>131 280</b>		<b>10 499</b>



## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS - CADRE GENERAL

Situations et mouvements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement - Indiquer, le cas échéant, la fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
<b>Rubriques (a)</b>						
<b>Immobilisations incorporelles</b>		Linéaire				
Frais de développement			335 388			335 388
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 à 3 ans		132 950	156		133 106
Immobilisation Incorporelles en cours, avances et acomptes						
<b>Immobilisations corporelles</b>		Linéaire				0
Terrains						
Agencement aménagement terrain	15 à 30 ans		136 091	1 467		137 558
Constructions sur sol propre	15 à 30 ans		978 466	26 885	2 543	1 002 808
Installations agencements des constructions	15 à 20 ans		433 301	2 567		435 868
Installations techniques matér.outil.indust	3 à 20 ans		4 730 670	260 498	131 778	4 859 390
Autres installations agencés aménagements	15 à 30 ans		29 376			29 376
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 à 7 ans		112 386	11 305	6 030	117 661
Immobilisations corporelles en cours						
<b>Total</b>			<b>6 888 628</b>	<b>302 878</b>	<b>140 351</b>	<b>7 051 155</b>

### 1 - DEVELOPPEMENT DE LA COLONNE "AUGMENTATIONS" DU TABLEAU PRESENTE A L'ARTICLE 832-1

	Ventilation des dotations				
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Dotations de l'exercice	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		156		
	Agencement aménagement terrain		1 467		
	Constructions sur sol propre		26 885		
	Installations agencements des constructions		2 567		
	Installations techniques matér.outil.indust		260 498		
	Matériel de bureau, informatique, mobilier		11 305		
	Immobilisations corporelles en cours				
	<b>TOTAL</b>		<b>302 878</b>		



**2 - DEVELOPPEMENT DE LA COLONNE "DIMINUTIONS" DU TABLEAU PRESENTE A  
L'ARTICLE 832-1**

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions			
		Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
	Concessions,brevets licences, marques, procédés, logiciels,			2 543
	Agencement aménagement terrain			
	Constructions sur sol <u>propre</u>			
	Installations techniques <u>matér.outil.indust</u>		125 250	6 528
	Matériel de bureau, <u>informatique, mobilier</u>		6 030	
	Immobilisations <u>corporelles en cours</u>			
	TOTAL		131 280	9 071





**FONDS PROPRES**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la Cloture
Fonds propres sans droit de reprise	80 000				80 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	50 000				50 000
Report à nouveau	1 040 956	6 189			984 363
Excédent ou déficit de l'exercice	-56 593				6 189
<b>Situation nette</b>	<b>1 114 363</b>	<b>6 189</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 120 552</b>
Fonds propres consommables					0
Subvention d'investissement	746 753		197 233		943 986
<b><u>TOTAL</u></b>	<b><u>1 861 117</u></b>	<b><u>6 189</u></b>	<b><u>197 233</u></b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>2 064 538</u></b>



## ETAT DES PROVISIONS

Tableau des provisions					
Rubriques (a)	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques	56 339			33 739	22 600
<b>TOTAL</b>	<b>56 339</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33 739</b>	<b>22 600</b>
Provisions pour Charges					
Sur stocks	100 940	106 496		100 940	106 496
Sur comptes clients	558				558
<b>TOTAL</b>	<b>101 498</b>	<b>106 496</b>	<b>0</b>	<b>100 940</b>	<b>107 054</b>
<b>TOTAL</b>	<b>157 837</b>	<b>106 496</b>	<b>0</b>	<b>134 679</b>	<b>129 654</b>



**ETAT DES ECHEANCES**  
**DES CREANCES ET DES DETTES**

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Mont. brut</b>	<b>1 an au +</b>	<b>Plus un an</b>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	200	200	
Clients douteux ou litigieux	670	670	
Autres créances clients	573 440	573 440	
Créances représentatives titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	0	0	
Sécurité sociale, autres org. sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
Impôts/bénéfices			
T.V.A.	5 630	5 630	
Autres impôts	162 771	162 771	
Divers	643 775	643 775	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	69	69	
Autres créances		0	
Charges constatées d'avance	29 260	29 260	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 415 814</b>	<b>1 415 814</b>	
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>montant brut</b>	<b>à un an au plus</b>	<b>plus 1 an 5 ans au +</b>	<b>a plus de 5 ans</b>
Emprunts obligation.convertibles				
Avances conditionnées	0		0	
Emprunts et dettes : 2 ans max.	92 603	55 178	37 425	
auprès Ets crédit : plus 2 ans	222 892	85 398	129 453	8 040
Emprunt.dette.financières divers	150 000	150 000		
Fournisseurs & comptes rattachés	233 453	233 453		
Personnel et comptes rattachés	126 966	126 966		
Sécurité sociale-autres org. soc.	105 509	105 509		
Etat, autres collectivités pub :				
Impôts sur les bénéfices				
T.V.A.	116 721	116 721		
Obligations cautionnées				
Autres impôts		0		
Dettes sur immos-cptes rattachés	90 528	90 528		
Groupe et associés				
Autres dettes	387 584	387 584		
Dettes représentat.titres prêtés				
Produits constatés d'avance	79 550	79 550		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 605 806</b>	<b>1 430 887</b>	<b>166 878</b>	<b>8 040</b>
Emprunts souscrits dans exercice	160 000			
Dont montant non encore débloqué				
Emprunts remboursés dans exercice	119 408			
Montant emprunts, dettes/associés				



**PRODUITS A RECEVOIR**

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
<b>CREANCES</b>	
Créances clients et comptes rattachés	176 112,00
Autres créances	0,00
Avoirs à recevoir	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>176 112,00</b>

**CHARGES A PAYER**

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 745,36
Dettes fiscales et sociales	169 828,49
Intérêts à payer	0,00
Intérêts à payer sur emprunts	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>209 573,85</b>

**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	29 260,40	79 549,66
<b>TOTAL</b>	<b>29 260,40</b>	<b>79 549,66</b>



**SUBVENTIONS/CONCOURS PUBLICS OCTROYES DANS L'EXERCICE**

	Financier	Montant total encaissé dans l'exercice	Montant comptabilisé dans l'exercice
<b>Subvention d'investissement</b>			
Report années antérieures			0
Investissement subvention 2019	REGION NA		51 362
Investissement 2020	DRARI		6 333
Investissement 2022	DRARI		3 786
Investissement 2025	DRARI	130 000	5 675
NEXTFAB	REGION NA		79 348
Investissement subvention 2023-2024	REGION NA		15 004
Report années antérieures Batiment			9 651
<b>TOTAL</b>		<b>130 000</b>	<b>171 159</b>
<b>Subventions d'exploitation</b>			
CYBER SECURITE	LIMOGES METROPOLE	1 986	1 986
BILAN DECARBOACTION	BPI		4 000
CERA3+ (2023 + 2024)	REGION NA	137 638	(3)
CERA3+ 2024	FEDER	343 309	7 745
CERA3+ 2025	FEDER	94 582	315 263
CERA3+ 2025	REGION NA	84 757	169 514
CAPBAB	ANR	5 608	(59)
ACOHYA	ETAT (Ministère des Armées)	141 991	13 536
NEXTFAB	REGION NA		140 386
CERCLAGE	REGION NA	65 200	29 545
CERCLAGE	FEDER	49 052	53 179
FASCINATION	ETAT (Ministère des Armées)		17 776
<b>TOTAL</b>		<b>924 123</b>	<b>752 868</b>





## EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Nature des Contributions	Modalité mise en œuvre	Méthodes de valorisation		
		Nombre d'heures	Taux horaire chargé (*)	Total
Instances statutaires(CA et AG)	Emargement feuilles de présence	97,50	40,31	3 930
Bureau	Emargement feuilles de présence	35,00		1 411
Gestion de la structure avec la Présidence	Rendez-vous/calendrier	21,00		847
<b>TOTAL</b>		<b>153,50</b>		<b>6 188</b>

(\*) taux horaire Cadre selon convention collective "Bureaux d'Etudes" Coefficient 210 position 3.2. + 36% de Charges



**EFFECTIF MOYEN**

	Personnel salarié	Per. mis à disposition
Cadres	16,05	
Agents de maîtrise et techniciens	4,86	
Employés	0,8	
	<b>21,71</b>	
Apprentis	2,08	
<b>TOTAL</b>	<b>23,79</b>	<b>0</b>

**CREDIT BAIL**

Crédit bail	Terrains	Constructions	Mat., outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			198 258	0	198 258
- Cumul exercices antérieurs			0	0	0
- Dotations de l'exercice			27 745	0	27 745
Total amortissements			27 745	0	27 745
- Cumul exercices antérieurs				0	0
- Exercice			27 745	0	27 745
Total redevances payées			27 745	0	27 745
- à un an au plus			44 793	0	44 793
- à plus d'un an et cinq ans au plus			132 382		132 382
- à plus de cinq ans					
Total redevances restant à payer			177 175	0	177 175
- à un an au plus				0	0
- à plus d'un an et cinq ans au plus					0
- à plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				0	0
Montant pris en charge dans l'exercice			27 745	0	27 745

**DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES**

	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Dettes 1		
Dettes 2		



**ACTIF DU BILAN 2024**

Adresse : Parc d'Ester  
Code APE : 7112B  
N° SIRET : 33156592900055

LIMOGES Cedex  
Durée exercice en mois : 12  
Durée exercice précédent en mois : 12

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort. prov	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais établissement				
Recherche et développement	335 388	335 388	0	0
Concessions, brevets, droits sim.	132 950	132 950	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisat. incorporel.				
Avances.acpt./immos incorporel.				
<b>Immobilisation Corporelles</b>				
Terrains	281 657	136 091	145 566	147 736
Constructions	1 645 305	1 411 767	233 538	283 574
Installat. techniq., mat.&outil.	5 663 234	4 730 670	932 564	1 103 639
Autres immobilisations corporelles	158 253	141 762	16 491	21 799
Immobilisations en cours	185 645		185 645	0
Avances et acomptes	0		0	0
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilis.financières	200		200	230
<b>TOTAL I</b>	<b>8 402 632</b>	<b>6 888 628</b>	<b>1 514 003</b>	<b>1 556 977</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	129 351	100 940	28 410	44 127
Créances				
Clients et comptes rattachés	396 634	558	396 076	457 958
Autres créances	848 266	0	848 266	623 917
Valeurs mobilières placement	487 238		487 238	438 647
Disponibilités	415		415	23 230
Charges constatées d'avance	27 697		27 697	30 234
<b>TOTAL II</b>	<b>1 889 600</b>	<b>101 498</b>	<b>1 788 102</b>	<b>1 618 113</b>
Charges/plusieurs exercices			0	0
Primes remboursement obligations				
Ecart conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL (I et II)</b>	<b>10 292 231</b>	<b>6 990 126</b>	<b>3 302 105</b>	<b>3 175 090</b>



**PASSIF DU BILAN 2024**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PASSIF</b>		
<b>FONDS PROPRES/ FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres/fonds Associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds associatif	80 000	80 000
<b>Fonds propres/fonds Associatifs avec droit de reprise</b>		
Ecart de réévaluation (dt écart équivalence)		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Autres réserves	50 000	50 000
Report à nouveau	1 040 956	990 400
EXCEDENT OU DEFICIT de l'exercice	(56 593)	50 556
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 114 363</b>	<b>1 170 956</b>
<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>		
Subventions d'investissement	746 753	621 505
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>1 861 117</b>	<b>1 792 461</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	0	0
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	56 339	33 739
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>56 339</b>	<b>33 739</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	287 867	392 703
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	241 103	195 083
Dettes fiscales et sociales	734 916	301 411
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 834	61 427
Autres dettes	442	243 187
Produits constatés d'avance	118 487	155 079
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 384 649</b>	<b>1 348 890</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>3 302 105</b>	<b>3 175 090</b>

Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an  
dont concours bancaires courants, soldes crédit. banq. CCP

1 216 189  
0

1 348 890  
0



**COMPTE DE RESULTAT (en liste) 2024**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportat.	Total	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations	15 520		15 520	13 871
Ventes de biens et de services				
Ventes de biens				
Ventes de prestations de service	1 175 783	36 846	1 212 629	1 473 002
<b>TOTAL</b>	<b>1 191 302</b>	<b>36 846</b>	<b>1 228 148</b>	<b>1 486 872</b>
Produits de tiers financeurs				
Concours Publics et Subventions d'exploitation			736 836	800 716
Reprises sur amortissements, dépréciations, et provisions et transferts de charges			128 069	176 579
Autres produits			175 425	220 529
<b>TOTAL I</b>			<b>2 268 478</b>	<b>2 684 696</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises			96 230	139 973
Variation de stock			4 186	4 467
Autres achats et charges externes			692 201	900 571
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés			59 237	67 935
Salaires et traitements			900 056	948 702
Charges sociales			330 444	339 545
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			315 612	356 884
Dotations aux provisions			101 498	89 409
Dotations expl. pour risques et charges aux provisions			22 600	0
Autres charges			5 134	4 537
<b>TOTAL II</b>			<b>2 527 197</b>	<b>2 852 024</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>(258 719)</b>	<b>(167 328)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			9 591	11 789
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Pdts nets sur cessions valeurs mobilières placement			0	0
<b>TOTAL III</b>			<b>9 591</b>	<b>11 789</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées			8 055	8 383
Différences négatives de change			263	
Charges nettes/cessions valeurs mobilières placements				
<b>TOTAL IV</b>			<b>8 318</b>	<b>8 383</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>			<b>1 272</b>	<b>3 406</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>			<b>(257 447)</b>	<b>(163 922)</b>





**COMPTE DE RESULTAT (suite) 2024**

	Exercice	Exer. préc.
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 839	30 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>25 839</b>	<b>30 000</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 835	2 892
Charges exceptionnelles sur opération en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		8 018
<b>TOTAL VI</b>	<b>5 835</b>	<b>10 910</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>20 004</b>	<b>19 090</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Crédit impôt	(180 850)	(195 388)
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>2 303 908</b>	<b>2 726 485</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 360 501</b>	<b>2 675 929</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>(56 593)</b>	<b>50 556</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	6 021	7 150
<b>TOTAL</b>	<b>6 021</b>	<b>7 150</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise a disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	6 021	7 150
<b>TOTAL</b>	<b>6 021</b>	<b>7 150</b>

	Exercice	Exer. préc.
Dont produits sur exercices antérieurs	25 839	30 000
Dont charges sur exercices antérieurs	0	2 891

